

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Encore
un suicide
de jeune
enseignante

Nicole Ponchel, jeune institutrice suppléante de 21 ans, s'est suicidée la semaine dernière en se jetant du sixième étage de l'immeuble qu'elle habitait à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). L'année dernière, elle avait reçu six affectations différentes. Cette année, elle n'avait obtenu, en tout et pour tout, qu'un remplacement pour une dizaine de jours dans une école maternelle d'Alfortville. Son ami, lui-même au chômage, a affirmé que ce sont «la précarité de l'emploi pour les suppléants, les conditions difficiles dans lesquelles ils exercent et l'angoisse du chômage qui ont poussé Nicole Ponchel au suicide».

Pendant que s'allonge la liste déjà longue des jeunes enseignants que le chômage pousse au désespoir et au suicide, à Aulnay-sous-Bois, à Ivry, à Montevault, des parents d'élèves occupent les écoles pour exiger que des professeurs soient enfin nommés aux postes restant vacants. Selon Haby, ce ne sont sans doute là que des «bavures de sa rentrée scolaire».

Union de la gauche LA QUERELLE S'ENLISE

Le Comité directeur du Parti socialiste s'est réuni pendant le week-end. Dimanche fut adoptée une résolution dans laquelle le PS se déclare, comme d'habitude, prêt à reprendre sans préalable les négociations sur l'actualisation du Programme commun. Le PS, fort de son impact électoral, se présente comme étant le parti de la négociation et se permet de prendre de haut les attaques provenant du PC :

«Le PS reste fidèle à l'Union de la gauche et dénonce les attaques infondées, lancées contre lui et qui font le jeu de la droite» déclare Mitterrand, pince-sans-rire, qui retourne ainsi au PC l'argument souvent employé contre lui.

Afin de tenter de montrer que le PS a aussi une influence populaire, il lance un appel «aux Françaises et

aux Français à se rassembler pour l'aider dans ses efforts afin que la gauche retrouve son union».

Dans une seconde partie, le PS fait une analyse chronologique de l'évolution des rapports PC-PS et notamment une chronologie des désaccords. A ce propos, il avance de nouvelles propositions qui, en fait, sont très vagues et n'apportent rien de vraiment nouveau : possibilité de restructuration de «filiales stratégiques» — non définies — en vue de la restructuration industrielle, «l'appropriation sociale totale à terme» et «le droit des travailleurs du secteur public».

Cette résolution sera la réponse du PS à la lettre que lui avait envoyé le PC, le 23 septembre, réponse qui sera accompagnée d'une lettre personnelle de Mitterrand.

Le PC répond à cette résolution dans l'Humanité

de lundi. Andrieu écrit dans son éditorial : «Le PS campe sur ses positions, refuse de faire le pas indispensable que nous lui demandons, s'efforce de masquer ce refus derrière le rideau de fumée des professions unitaires». Et de conclure à la confirmation de la déclaration du Comité central du PCF sur le virage à droite du PS.

La réunion nationale prévue par le le PCF pour la préparation des élections législatives est par ailleurs repoussée à ... janvier 78 !

Ce week-end où chacun est resté sur ses positions montre que les contradictions au sein de la prétendue Union de la gauche, s'aiguisent. Elle apparaît ainsi de moins en moins crédible auprès des travailleurs dont un certain nombre commence à se dire ouvertement écœurés de ces marchandages qui se déroulent sur leur dos.

● RFA

ON NE PEUT PAS INTERDIRE LE COMMUNISME!



Manifestation des marxistes-léninistes à Bonn (Photo HR).

Samedi, à Bonn, plus de 20 000 manifestants se sont rassemblés à l'appel des trois organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Le KBW, le KPD et le KPD (ml), pour protester contre les mesures d'interdiction qui pèsent sur elles.

Arrivés en manifestation sur la place de l'Hôtel de ville, les participants ont scandé : «à bas l'interdiction».

«il n'est pas possible d'interdire le communisme!» «pour une Allemagne indépendante unifiée et socialiste!» Les trois organisateurs représentants de chacune des organisations ont exprimé leur détermination de ne pas se laisser intimider par la répression bourgeoise qui se déchaîne actuellement. Ils ont également

De notre envoyé spécial souligné la nécessité d'une riposte unie, massive et large aux menaces du pouvoir.

Par ailleurs, ils ont insisté sur le caractère unitaire de cette manifestation, première unité d'action réalisée par les trois plus grandes organisations se réclamant du marxisme léninisme.

Ce rassemblement anti répression constitue un grand succès pour les forces marxistes léninistes dans leur combat pour faire échec aux projets du pouvoir bourgeois. Mais ce n'est là que le début d'une lutte qui devra se poursuivre sans répit et pour laquelle les marxistes léninistes allemands ne sont pas isolés, de très nombreux messages de solidarité ont été envoyés par des organisations ml et progressistes étrangères.

● Paris, à l'appel des AAFC Une journée pour connaître, comprendre, aimer la Chine

Une foule animée se pressait samedi, dans toutes les salles de la Mutualité pour fêter, à l'appel de l'Association des amitiés franco-chinoise, le 28e anniversaire de la République populaire de Chine. Comme chaque année, le stand de la librairie, des affiches, le palais des enfants, le buffet chinois étaient pris d'assaut. Mais le temps fort de la journée resta le meeting qui rassemblait tout le monde dans la grande salle. Juste un an après la victoire que constitue pour le peuple chinois l'écrasement de la bande des Quatre, quelques mois après le XIe Congrès qui confirma la fidélité du PCC à la ligne révolutionnaire du président Mao et la nomination du président Houa Kouo-feng, il était bon de faire le point sur tous ces événements pour en mieux comprendre le sens et la portée.

L'intervention d'Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association, s'attachait à le faire de façon vivante et concrète. Nous en reproduisons ci-dessous les principaux extraits.

... Les événements qui l'automne dernier, ont jeté se sont déroulés en Chine, à le trouble chez certains amis

de la Chine. Mais, petit à petit, grâce aux informations recueillies par une délégation de 30 personnes, qui est allée en Chine ce printemps, grâce à tous les éléments rapportés par nos groupes de voyage, grâce à tous les articles de la presse chinoise, les choses sont devenues plus claires pour l'immense majorité des amis de la Chine. Cette compréhension a progressé dans un environnement difficile, car la grande presse a littéralement pilonné l'opinion.

Titres tendancieux, propos coupés de leur contexte et déformés, tout est fait pour essayer de ternir l'image de la Chine. Ce



La délégation de l'ambassade de la République populaire de Chine au meeting.

soir, nous allons ensemble essayer d'y voir un peu plus clair.

LA VÉRITÉ

Et tout d'abord par rapport à la destitution des Quatre.

Ceux qui avaient vécu à Pékin, Changhaï ou Canton les manifestations qui ont suivi cette destitution de la

bande des Quatre, ont tous été frappés par la joie visible des gens.

Ce sentiment, nous l'avons retrouvé au fil de nos voyages. Bien des Chinois nous ont dit que pour eux, c'était une véritable «Libération». Au départ, le terme nous a paru exagéré, mais, petit à petit, au fil des récits, nous avons compris

qu'un dur climat de répression avait été instauré par les Quatre. Lutter contre leurs thèses, c'était s'exposer à la répression...

UNE NOUVELLE LIBÉRATION

Je connais la Chine depuis 18 ans.

(Suite page 2)



Syndicat CFDT du nucléaire

Le programme nucléaire français : de la démente

Le 6 octobre, le Bureau national du SNPEA-CFDT a tenu une conférence de presse qui est un terrible réquisitoire contre le programme nucléaire du gouvernement.

L'usine de La Hague est la seule au monde capable de retraiter les déchets nucléaires à une échelle industrielle. Tout en reconnaissant la nécessité du retraitement, moins dangereux que le stockage, la CFDT dénonce les conditions actuelles du retraitement et les projets de la COGEMA (société qui gère La Hague).

Dans l'état actuel, la CFDT estime à 150 tonnes par an la capacité de retraitement de l'usine. Cette limite est d'autant plus impérative que, jusqu'à présent, l'atelier de retraitement a tout juste été capable de traiter 15 tonnes avant d'être arrêté à cause d'incidents. Or, la COGEMA envisage de lui faire traiter, à partir de 1985, 800 tonnes par an.

Alors qu'aucune expérience de retraitement à grande échelle n'a encore été effectuée, alors que les problèmes de sécurité n'ont pas été résolus, même pour une production extrêmement faible, la COGEMA envisage de multiplier la production par plus de 50 d'ici quelques années ! Elle envisage, d'autre part, la construction d'une nouvelle usine telle que La Hague alors que rien n'est résolu dans la première, comme nous allons le voir plus loin.

D'autre part, 1 100 tonnes de déchets sont actuellement stockés en France, attendant d'être retraités. Leur traitement demandera

3 à 4 ans au moins. Malgré cela, la bourgeoisie vient de passer des contrats pour le retraitement des quantités suivantes de déchets : 1 600 tonnes pour le Japon à partir de 1982, 1 000 tonnes pour l'Allemagne, 600 pour la Suède et... l'URSS.

D'où le projet de construire une seconde usine et de porter la production à 800 tonnes dans un premier temps. Cette arrivée massive de déchets va exiger d'énormes stocks qui constitueront un danger démentiel.

A La Hague, alors que la production est très faible, comparativement aux projets, la dégradation des installations est grande :

- les gaines de ventilation sont à un stade de corrosion et de contamination critique. La contamination des eaux de stockage est telle qu'elle contamine l'atmosphère de façon anormale.

- l'atelier du plutonium est une zone de contamination permanente. Bon nombre de travaux urgents, concernant les installations dangereuses, sont repoussés à plus tard.

Les usines ayant déjà fonctionné ailleurs (USA, Angleterre, Argentine) ont dû être arrêtées par suite d'accidents ; ce qui montre quel danger font peser ces usines.

Enfin, un témoignage du souci de la direction pour la sécurité : le 14 juin, dans un atelier, le seuil de contamination s'étant élevé 15 fois au-dessus du seuil maximum admis, l'alarme s'est déclenchée. Au lieu de décider l'évacuation des lieux, le contremaître a débranché l'alarme et ordonné la poursuite du travail.

Prisons

5 éducateurs devant le conseil de discipline

Cinq éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis ont été traduits, jeudi, devant le Conseil de discipline de l'administration des prisons.

Ce qu'on leur reproche : des « pratiques illégales ». Marie-Odile Chollet est poursuivie pour avoir expédié, de la part d'une détenue, un télégramme de « bon anniversaire », ce que la censure pénitentiaire interdit. L'inculpée aurait, par ailleurs, acheté un napperon brodé à une détenue libérée.

Hélène Crie, Philippe Pottier et Patrick Frison ont contrevenu aux ordres d'un juge d'instruction en permettant une correspondance entre deux détenus : un jeune homme de 19 ans et une jeune femme de 17 ans.

Jean-Pierre Sanson a autorisé des détenus à téléphoner à l'extérieur.

La lutte dans les prisons pour améliorer les conditions des détenus, contre toutes sortes de restrictions et de brimades injustifiées, est une lutte juste et importante.

 **POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29**

le monde en marche

● Paris, à l'appel des AAFC

UNE JOURNEE POUR CONNAITRE, COMPRENDRE, AIMER LA CHINE

Au cours de ces 18 années, j'ai vu parfois des amis chinois pleurer au récit des malheurs du passé, des malheurs endurés avant la Libération. C'est la première fois que j'ai vu couler des larmes au récit d'événements subis depuis la Libération.

On peut imaginer qu'avec de telles méthodes le débat politique n'était pas chose facile. Dans les sentiments de joie éprouvés par le peuple chinois, il y a la joie à la parole retrouvée, à la discussion retrouvée, au fait de pouvoir s'exprimer sans risque à tout instant d'être taxé de contre-révolutionnaire et traité en conséquence.

Dans la satisfaction du peuple chinois, il y a aussi le fait que «ses» problèmes vont pouvoir à nouveau être pris en mains. Et à ce sujet, il nous faut réfléchir un peu à ce qu'est la Chine : un pays socialiste du tiers monde. Un pays où des progrès immenses ont été faits, un pays où beaucoup reste à faire...

Pour nos amis chinois, le socialisme c'est bien sûr un nouveau type de pouvoir, mais que penser d'un régime «populaire» où les conditions de vie et de travail des gens ne s'amélioreraient pas ? Le développement économique dont on parle tant en Chine aujourd'hui répond à une des aspirations profondes du peuple chinois.

APPROFONDIR LA REVOLUTION

Depuis un an, bien des choses ont été faites en Chine sous la direction du président Houa Kouo-feng...

C'est d'abord la publication du Tome V des œuvres choisies du président Mao, au printemps dernier, j'allais dire au printemps dernier enfin, car la décision de la publication du Tome V datait de l'été 1966, d'il y a plus de 10 ans. Pendant dix années, la publication avait été retardée - retardée par qui ? si ce n'est pas ceux qui avaient pris le contrôle des mass-média et de la propagande...

... Ce grand mouvement d'étude des textes de Mao Tsé-toung... c'est l'appropriation par tout un peuple d'une méthode d'analyse, d'une méthode de lutte, c'est l'élévation de sa capacité de distinguer entre ce qui va dans le sens de l'approfondissement de sa révolution et ce qui va à l'encontre.

L'année écoulée a été également marquée par les deux grandes conférences nationales pour s'inspirer de Tatchai et de Taking : des milliers d'ouvriers, de paysans, de cadres venant discuter de modèles donnés par le président Mao lui-même.

Ces deux conférences ont souvent été présentées chez nous comme ayant pour but le développement de la production à tout prix. Ne voir que la dimension économique, c'est bien mal connaître Tatchai et Taking. Tatchai, ce n'est pas seulement de magnifiques champs en terrasses, un village neuf ; Taking, ce n'est pas seulement un champ pétrolier qui a permis à la Chine de vaincre le blocus économique. Ce sont des modèles d'un style

de développement obtenu en comptant sur ses propres forces, en s'appuyant sur les masses, en menant la lutte politique. C'est l'invention de Tatchai, par exemple, d'un nouveau système de rémunération...

... Donner ces deux unités comme modèles, c'est dire quel développement économique on veut, c'est dire au service de qui sera ce développement, c'est dire aussi par qui il sera dirigé : la classe ouvrière, contre quoi il sera dirigé : une dégénérescence de la Chine.

UN CONGRES HISTORIQUE

Le Parti communiste chinois vient de tenir son XIe Congrès. Un congrès d'une importance historique évidente. Je voudrais souligner quelques points.

Le premier, c'est l'appel lancé par le président Houa Kouo-feng de partir des faits avec son corollaire «l'enquête».

...C'est cette méthode d'enquête que le président Houa Kouo-feng veut voir reprendre, car c'est ainsi seulement que l'on peut progresser en terrain solide, et progresser sur la base d'une véritable discussion.

LE DROIT A LA CRITIQUE

... Garantie importante, le rappel vigoureux fait par le président Houa Kouo-feng du droit à la critique et de la nécessité de laisser s'exprimer les gens - sans brandir le gourdin.

Ce sont là des éléments qui permettront de développer la démocratie dans le cadre du centralisme indispensable.

Mais, on ne peut parler du XIe Congrès sans parler de la réaffirmation par Houa Kouo-feng de la ligne de politique extérieure du président Mao et plus particulièrement de la théorie des trois mondes.

REAFFIRMER LA LIGNE POLITIQUE EXTERIEURE

... Mobiliser tous les facteurs positifs dans la lutte contre les superpuissances, tel est le but de la politique extérieure chinoise. Dans le monde d'aujourd'hui, la guerre surviendra un jour ou l'autre. Les peuples doivent y être prêts. Le peuple chinois doit y être prêt. Et c'est pourquoi la Chine ne peut se contenter de faire de son pays un pays prospère, satisfaisant les besoins de son peuple ; elle doit être aussi un pays puissant. Mais une Chine «puissante» ne signifie pas qu'elle recherche une quelconque hégémonie : «nous ne prétendons jamais à l'hégémonie, et jamais nous ne serons une superpuissance», dit Houa Kouo-feng...
Vive l'amitié anco-chinoise !



Helene Marchisio à la tribune

● Ile Maurice

Les relations soviéto-mauriciennes ont subi, ces derniers temps, de sérieux revers après la parution, dans la presse mauricienne, de plusieurs articles accusant les Russes de violation des eaux territoriales mauriciennes.

Deux journaux à fort tirage «Le Mauricien» (Indépendant) et «Le militant», organe du mouvement militant mauricien (opposition de gauche), ont accusé récemment des chalutiers soviétiques de pêcher illégalement dans la zone économique exclusive de 200 milles marins de l'île Maurice et de se livrer à un «véritable pillage» des bancs de Saya-de-Malha, région très poissonneuse, traditionnellement exploitée et protégée par les compagnies

mauriciennes de pêche. Il y a une semaine, le gouvernement mauricien envoyait une mission dirigée par le ministre de la Pêche, Iswardeo Seetaram, à Saya-de-Malha. Le rapport de la délégation, a-t-on appris de source officielle, est accablant pour les Soviétiques.

● Afrique du Sud

Le quotidien sud-africain «Rand Daily Mail» réfute vendredi point par point les affirmations officielles selon lesquelles le patriote africain Steve Biko serait mort en détention, le 12 septembre, des suites d'un refus de s'alimenter et de boire.

Citant les témoignages de trois médecins qui ont examiné le dirigeant africain avant son décès, le quotidien affirme que S.

Biko n'a pas perdu de poids au cours des 7 jours précédant sa mort. En revanche, une ponction lombaire pratiquée pendant cette période par les docteurs Ivor Lang, Colin Hersch et Benjamin Tucker, a révélé la présence de cellules rouges, symptômes possibles d'une lésion cérébrale.

Ces révélations contredisent les affirmations du ministre sud-africain de la police, de la justice et des prisons, Kruger.

Ce dernier avait déclaré que les médecins ayant examiné le 8 septembre Steve Biko ne lui avaient trouvé «aucun problème physique».

Les révélations du grand quotidien sud-africain vont probablement relancer les protestations qui ont entouré la mort du président honoraire de la Convention du peuple noir (BPC). Steve Biko est le 41e détenu politique mort en détention depuis 1963 et le 20e depuis 18 mois.



● Agression policière contre les LIP

Deux ouvriers de l'usine Lip de Palente, à Besançon, ont été blessés vendredi après-midi au cours d'un affrontement avec la police. Les ouvriers occupant l'usine avaient tenté de s'opposer à la coupure de l'alimentation en gaz des bâtiments par une entreprise travaillant sous la protection de la police. Sous prétexte de protéger les employés du gaz effectuant cette opération, 60 policiers ont pénétré de force dans l'usine où ils se sont affrontés aux ouvriers.

Dés samedi, les Lip modifiaient le système de distribution du gaz dans leur entreprise afin de pouvoir utiliser désormais le butane. Ils ont notamment changé les brûleurs des appareils de cuisine qui servent à préparer les repas du «restaurant des chômeurs» et ceux des appareils de chauffage dans l'usine.

● Les raisons de la disparition d'Apalategui

Le militant basque, Apalategui, ne s'est pas présenté vendredi au commissariat de police de Marseille, comme il est astreint à le faire deux fois par semaine. La carte de réfugié politique qui lui avait été promise au moment de sa libération ne lui est toujours pas parvenue, paraît-il, sur ordre ministériel. Or, c'est le 14 octobre que Apalategui doit comparaître devant la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence qui examinera la demande d'extradition présentée contre lui par le gouvernement espagnol. La carte de réfugié politique représente pour lui la seule garantie sûre qu'il ne sera pas extradé. Elle doit lui être remise sans délai.

● Huang Hua à Paris

Le ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, Huang Houa, était ce week-end à Paris, de retour de l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'est entretenu de diverses questions de politique internationale avec son homologue français. A l'issue de cette rencontre, il s'est déclaré confiant dans le développement futur des bonnes relations sino-françaises.

● Une insulte aux vieux travailleurs

Le Palais des sports de Lyon abritait, ce week-end, un vaste rassemblement de personnes âgées, invitées à débattre, sous la houlette des représentants du gouvernement, de leur insertion dans la vie sociale. Le clou de ce rassemblement à forte odeur électoraliste, était l'allocution prononcée par Giscard soi-même. Avec des trémolos dans la voix, le président de la République a affirmé : «les personnes âgées sont près du cœur de la France. Elles font partie de la communauté fraternelle des Français» et il les a assurés de toute son «affection». De tels propos ne peuvent être ressentis que comme une insulte par tous les vieux travailleurs qui se sont échinés leur vie durant pour faire grossir les profits des capitalistes dont Giscard gère les intérêts. Le tableau élogieux que Giscard a tracé de son activité en faveur des personnes âgées ne résiste pas à cette vérité de base : aujourd'hui, des millions de vieux travailleurs doivent survivre avec moins de 900 F par mois, vivent dans des taudis insalubres ou des hospices inhumains et n'ont pour seul lot que la misère et la solitude.

Nouveauté

(Traduit du chinois)

Economie rurale en Chine

De la réforme agraire aux communes populaires

E-100 - L'exemplaire : 18 F

En vente aux librairies

Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville
75020 - Paris

La Force du livre - 33, rue René Leynaud
69001 - Lyon

et par correspondance à

E-100 - 24 rue Philippe de Girard - 75010 - Paris

La droite face à la gauche «LA MAIN TENDUE»

Dimanche, au congrès du Centre des Démocrates sociaux (CDS), le ministre Lecanuet déclarait, à propos de la rupture de la gauche : «Elle rend plus nécessaire que jamais l'unité, mais aussi l'élargissement de la majorité. Cet élargissement passe par la main tendue du CDS».

En fait, ces appels du pied avaient déjà commencé lors de la première rupture de la gauche avec le coup de théâtre de Fabre, le 14 septembre. Soissons au nom du PR giscardien, Lecanuet au nom des centristes du CDS, Faure au nom du Parti radical appelaient Fabre à rejoindre la majorité.

Après la deuxième rupture, plus importante celle-là, survenue une semaine après, les appels ont repris, mais surtout en direction du PS, cette fois. Les plus ardents sont les centristes de Lecanuet et les dix de Servan Schreiber et Edgar Faure. Ce Servan Schreiber que Chirac appelle le «turlupin de la politique» déclarait le 6 octobre : «Qu'y aurait-il d'immoral à des accords avec les socialistes?».

Seuls Chirac et son RPR ne partagent pas cette tactique. Le même 6 octobre, Chirac répondait à J.J.S.S. : «Un gouvernement social-centriste est une hypothèse tout à fait absurde». C'est déjà ce qu'avait déclaré le RPR, lors de ses journées parlementaires de fin septembre : «Il faut combattre en bloc l'opposition» s'était écrié Monod, secrétaire général du parti gaulliste. C'était en fait une réponse négative à Barre qui, dans une lettre, avait signalé à propos de la rupture de la gauche : «Ces événements ont commencé à modifier profondément le paysage politique».

L'affaire n'est pas nouvelle. Déjà, quand Giscard avait appelé Barre pour remplacer Chirac au poste de premier ministre, en août 76, il l'avait fait entre autres raisons pour mener cette politique «d'élargissement de la majorité».

Le rêve que Giscard et Barre partagent avec les centristes et le Parti radical, c'est un gouvernement à couleur sociale pour faire avaler aux travailleurs la politique d'austérité du plan Barre. Cette couleur sociale, ce ne sont pas des groupuscules comme celui de Lecanuet ou Servan Schreiber (les réformateurs !) qui peuvent la donner.

Voilà pourquoi, on tend la main à Mitterrand. Bien sûr, cette tactique ne va pas sans un certain nombre de pointes lancées au chef du PS. Mais c'est tout à la

fois des flatteries : Mitterrand nous est présenté comme un grand homme politique qui s'est trompé et fourvoyé certes, mais grand homme politique quand même...

Cette politique de la main tendue de la droite à Mitterrand n'a rien de bien étonnant, malgré les apparences. Dans bien des pays capitalistes, les gouvernements bourgeois essaient de se donner une couleur, si ce n'est rouge, du moins rose, pour continuer à exploiter les travailleurs.

Et au fond, ce que nous propose le Programme commun, n'est-ce pas le maintien du capitalisme, mais sous une couleur de gauche, grâce à quelques promesses sociales dont on ne sait plus tellement ce qu'elles sont aujourd'hui ?

Marchais aussi

C'est décidément un homme très demandé que ce Mitterrand. Le nombre de mains qui se tendent vers lui doit faire baver de rage plus d'un de nos politiciens professionnels. Marchais par exemple.

On se souvient qu'au 22e Congrès du PCF, Marchais avait clamé : «Le PCF n'est pas le parti du poing levé mais de la main tendue». Mitterrand était alors l'homme providentiel qui avait amené le PS, au côté du PCF, dans l'Union de la gauche.

Aujourd'hui, le même Marchais nous dit que le PS a viré à droite, qu'il se laisse tenter par une alliance avec Giscard. Mais il précise toutefois que la seule perspective pour le PCF reste l'alliance avec Mitterrand : encore l'homme providentiel...

Ce n'est pas une perspective très radieuse !



Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS

Le caractère décisif de l'union des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat a été largement démontré par la révolution d'Octobre et toutes les autres qui ont suivi. Elle est toujours à la base de l'édification du socialisme, de la poursuite de la révolution, en Chine par exemple. A l'inverse, le fossé que la bourgeoisie avait pu maintenir entre ouvriers et paysans fut un élément important qui lui permit d'abattre la Commune de Paris et aujourd'hui, dans l'URSS revenue au capitalisme, le fossé se creuse constamment entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans.

Dans notre pays, le développement du capitalisme met de façon de plus en plus ouverte paysans et ouvriers face aux mêmes ennemis : les trusts de l'agro-alimentaire, privés ou dits «coopératifs», exploitent, directement et en même temps, des dizaines de milliers d'ouvriers et des dizaines de milliers de paysans. Les paysans et les

ouvriers rencontrent dans leur lutte le même appareil d'Etat, les mêmes huisseries, la même justice et les mêmes flics.

Ces facteurs ont conduit de nombreux paysans à discerner que leurs intérêts n'avaient rien de commun avec ceux des gros paysans capitalistes, des monopoles bancaires ou industriels et les rapprochaient par contre des ouvriers. Et cela s'est traduit par la formation du syndicat «Paysans-Travailleurs» marquant une rupture avec le capitalisme agricole et par la solidarité active des paysans à l'égard des luttes de la classe ouvrière. Citons, par exemple, leur présence massive à la grande marche sur Besançon en soutien à la lutte des Lip, le cas de la grève des ouvriers de l'important groupe laitier Orlac-Gilca et en ce moment, la grève de Dubigeon à Nantes.

De même les travailleurs des villes, les ouvriers, sont amenés à lutter

côte à côte avec les paysans, comme on le voit depuis quelque temps, face aux centrales nucléaires à Flamanville, à Malville ou au Pellerin. La solidarité ouvrière se manifeste également pour des luttes paysannes, c'est le cas pour une lutte foncière comme celle de Chaix-en-Retz ou lorsque des paysans en lutte sont victimes de la répression.

La bourgeoisie ne manque pas bien sûr de dresser de multiples obstacles pour essayer d'empêcher cette unité. Les attaques contre le syndicat «Paysans-Travailleurs» en sont un exemple : soumis à une répression féroce, une multitude de condamnations, il en est sorti renforcé et aujourd'hui les coups viennent de la «gauche», avec les tentatives pour le faire éclater.

Les communistes marxistes-léninistes ont une riche expérience sur la question de l'unité ouvriers-paysans qu'ils ont toujours mise en bonne place parmi leurs préoccupations. Nous en débattons le 6 novembre.



LES TRAVAILLEURS DE GERVAIS DANONE OCCUPENT LEUR USINE

En septembre 76, la direction du trust Gervais Danone-BSN décide de fermer l'usine de Marseille et d'en remonter une plus rentable, rapportant plus de profit.

Elle décide d'implanter une autre usine en Italie. Cette restructuration entraînerait le licenciement de 150 travailleurs.

Pour M. Riboud, PDG du trust BSN, qu'importe le licenciement de 150 ouvriers. Mais ces derniers ne l'entendent pas comme cela, ils ont décidé de lutter. Cette lutte dure depuis plus



• Hôpital de Quimper Nouvelle tentative d'exclusion de la CFDT

En septembre 1976, il y a eu une première tentative pour exclure une militante CFDT du Bureau de la section. Elle échoue.

En septembre 1977, il y a une deuxième tentative. Certains ambitionnent de lui enlever sa carte CFDT.

On lui reproche son appartenance à l'Humanité rouge.

Derrière ces tentatives, il y a le PS qui espère que la CFDT suivra docilement la gauche. Évidemment, ces messieurs ne s'embarrassent pas de scrupules.

Ils bafouent les décisions d'un congrès (ça devient une habitude, c'est sans doute cela l'autogestion). Ils dissolvent le Bureau de la section alors qu'il n'y a que 18 présents à la réunion, etc.

Une affaire à suivre, comme celle de Lyon-gare, centre de tri.

• Tour Montparnasse Répression chez Jacques Borel International

Les 5 et 6 août 1977, le personnel de Jacques Borel International, de la tour Montparnasse, est en grève. La direction qui s'était engagée à ne prendre aucune sanction à l'encontre du personnel n'a cessé, depuis, de multiplier les provocations et la répression.

L'encadrement a été renforcé par l'embauche d'un ancien flic privé et d'un ancien «para» des commandos.

Depuis, les travailleurs sont l'objet de violences physiques et de provocations constantes, du genre : «Les syndiqués commencent à nous emmerder, on devrait tous les foutre à la porte». Il faut ajouter les offres d'embauche racistes et les sanctions, avertissements, mises à pied qui pleuvent sur le personnel syndiqué. Alors, qu'à nouveau, un délégué vient d'être victime d'une mise à pied de trois jours, plusieurs sections et militants CFDT de la Tour et du quartier ont diffusé un tract aux 3 000 employés de la Tour pour organiser la lutte contre la répression chez Jacques Borel International.

• Cercle Jacques Grinbaum de la JCMLF d'Orléans Soutenons le grève des MJC

Les jeunes communistes marxistes-léninistes du cercle Jacques Grinbaum d'Orléans apportent leur soutien total aux 7 directeurs des MJC, actuellement en lutte.

Ils dénoncent vigoureusement les licenciements dont sont déjà victimes 3 directeurs ainsi que la procédure engagée contre leurs quatre camarades. Ces licenciements s'inscrivent dans un plan de lutte de la bourgeoisie au pouvoir pour étouffer toute activité progressiste au sein des MJC. En effet, la bourgeoisie ne peut tolérer que les MJC soient un lieu de rencontre, de discussion et de débat libre. De ce fait, il s'agit d'une nouvelle atteinte à la liberté d'expression et d'association.

d'un an et, depuis le 18 juillet 1977, l'usine est occupée. Pourquoi ?

Le 16 décembre 76, Riboud demande l'autorisation de fermeture de l'établissement à la Direction départementale de la main d'œuvre. Celle-ci la lui refuse le 14 janvier 77.

Le 16 janvier 77, la direction de BSN fait appel de cette décision auprès du ministre du Travail et décide de démanteler l'usine en refusant de réparer le matériel en panne.

Le 3 mai, Beullac, ministre du Travail, accorde les licenciements sans même le notifier aux travailleurs et au syndicat. La CGT (seul syndicat qui regroupe pratiquement tous les travailleurs de l'usine) dénonce d'ailleurs dans un texte les arguments invoqués par le patron de BSN pour ces licenciements. Pour la CGT, les «raisons» ne tiennent pas debout, même sur le plan du «profit». Le syndicat propose alors des solutions pour montrer que l'usine est rentable.

Le 18 juillet 77, c'est la date d'expiration des préavis de licenciements, les travailleurs décident alors l'occupation. C'est pour eux le seul moyen de s'opposer au patronat. Les travailleurs ne peuvent en effet compter sur un État (ministre, etc.) ou une justice puisque ces organes sont entièrement au service des patrons. L'occupation est une arme pour combattre le PDG Riboud.

Dupasquier, directeur de l'usine, fait traduire les travailleurs devant le tribunal de grande instance et la cour d'appel d'Aix, qui le 7 septembre, rend un arrêt scandaleux donnant l'autorisation d'expulser les travailleurs de l'usine (à noter que cet arrêt sera publié par le patron de Gervais Danone dans le journal local «Le Provençal»).

Du côté des patrons, il y a l'État, les ministres, la justice, la police... Les travailleurs, eux, ne peuvent compter que sur leurs propres forces (occuper les usines, organiser la solidarité de tous)...

Des actions de type spectaculaire ont été déjà effectuées et d'autres sont prévues (déploiement de grandes banderoles en plein centre, sur les ponts... occupation pendant une heure des bureaux de la BSN, à Marseille)...

Nous sommes tous concernés par cette lutte : — parce que c'est tout un secteur de Marseille (la vallée de l'Huveaune) qui est en train de crever, plus d'emplois, les boîtes ferment ou licencient à tour de bras : Coder, il y a quelques années ; Prior menacé, les cartonneries Saint-Charles à Saint-Marcel... La liste est longue...

— parce qu'en luttant, les ouvriers de Gervais Danone, défendent aussi notre emploi. Devant notre passivité, le patronat pour gagner plus de profits, n'hésiterait pas à nous jeter tous dehors si nécessaire. Seules, notre combativité, notre union dans la lutte peuvent faire reculer les patrons. La solidarité de classe avec des camarades en lutte est une tradition des plus anciennes du mouvement ouvrier et si certains l'ont oubliée, c'est à nous de renouer avec celle-ci.

— parce que la lutte des Gervais Danone pour leur emploi dépasse aussi largement ce seul cadre. C'est tout le système capitaliste qui est dénoncé : les trusts tout «puissants», la justice et les ministres à leurs ordres, les flics qui peuvent intervenir à tout moment... Leur lutte montre que pour en finir avec ce système pourri, la voie à suivre sera celle de se battre sur tous les plans ; par des actions légales (pourvoi en justice...), mais aussi par des actions dites illégales (occupation d'usine, occupation de bâtiments administratifs de la direction, actions spectaculaires...).

Les travailleurs de Gervais Danone demandent le soutien de tous, c'est un devoir pour toute la classe ouvrière d'y répondre !

Correspondant HR à partir d'entretiens avec des ouvriers de Gervais Danone et approuvé par eux

• Orléans Hôpital de la Source

Mobilisation contre le licenciement d'un délégué CFDT

COMMUNIQUE DE LA CELLULE
OLGA BANCIC
de l'hôpital de La Source
du Parti communiste marxiste-léniniste
de France

Le mardi 4 octobre à la commission paritaire de titularisation, a été voté le licenciement d'un délégué du syndicat CFDT de l'hôpital de La Source. Prétextant une faute professionnelle, refus de faire des radios au bloc opératoire (mais il n'est qu'un agent des services hospitaliers), le chef de service lui a mis une note et un rapport défavorables.

Celui-ci avait d'ailleurs dit au représentant du personnel que jamais il n'accepterait un seul syndiqué dans son service. Ce délégué est un militant combatif de la section CFDT.

Une assemblée générale, regroupant environ 200 personnes, a eu lieu jeudi. Il

ya été voté un préavis de grève reconductible suivant la mobilisation, mercredi prochain, malgré l'opposition de la direction CGT qui voulait un vote à bulletin secret : cinq personnes se prononcèrent pour et 87 personnes contre.

Dans l'hôpital, l'ambiance est chaude, tout le personnel, notamment la radio, est convaincu que si le délégué n'est pas réintégré dans son service, c'est la porte ouverte à la répression du personnel syndiqué ou non par les médecins-chefs de service. Partout dans l'hôpital, la section CFDT et la cellule Olga Bancic de notre parti mobilisent les travailleurs jusqu'au bout pour la réintégration de leur camarade.

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

SOUSCRIPTION

Des initiatives pour développer le soutien

Le montant total de la souscription, reçue au 7/10/77, est de 44 383 F.

Des lecteurs nous ont fait part des initiatives qu'ils prenaient pour développer la souscription et le soutien à l'Humanité rouge.

Des camarades d'Angers nous écrivent :

« Afin de contribuer au soutien de notre journal, nous avons décidé, en plus des collectes habituelles, de reproduire, sur du beau papier, des dessins représentant les luttes du peuple français... »

« Nous vendrons ensuite ces sérigraphies en soutien au journal. »

Des camarades de Lorient : « La bataille pour les 60 millions, c'est aussi une bataille pour faire connaître l'Humanité rouge à tous les travailleurs. Notre objectif : utilisation de tous les invendus que nous récupérons chaque mois au dépôt local des messageries. »

Enfin, cette lettre d'un groupe de femmes :

« Nous sommes des femmes, ouvrières, employées, vendeuses, postières, techniciennes, enseignantes qui luttons pour l'émancipation de la femme. »

« Notre travail s'est limité, jusqu'à présent, à réfléchir ensemble sur les conditions spécifiques de la femme en système capitaliste et sur les propositions « d'émancipation » de la droite et de la gauche. »

« Nous avons consigné dans une brochure « la parole aux femmes » le fruit de notre travail. Bien sûr, cette brochure est incomplète. Par manque de temps, nous n'avons pas pu « tout mettre », mais beaucoup de femmes et d'hommes nous l'ont achetée. »

« L'argent de la vente des brochures, nous l'envoyons en souscription à l'Humanité rouge. »

Comme tous ces lecteurs et amis, multiplions les initiatives pour remporter la bataille de la souscription, pour que vive notre Humanité rouge.